

PRÉFECTURE DU NORD

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE  
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Réf. D.A.G.E./3 - CHL

**Arrêté préfectoral imposant à la S.A. LEVER FABERGE FRANCE des prescriptions complémentaires pour la remise en état du site d'HAUBOURDIN, rive gauche de la Tortue**

Le préfet de la région Nord - Pas-de-Calais  
préfet du Nord,  
officier de la légion d'honneur  
commandeur de l'ordre national du mérite

VU les dispositions du code de l'environnement annexées à l'ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000 ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, notamment son article 18 ;

VU les décrets n° 93-742 et n° 93-743 du 29 mars 1993 ;

VU la nomenclature des installations classées résultant du décret du 20 mai 1953 modifié ;

VU l'arrêté préfectoral du 9 novembre 2001 prescrivant à la SA LEVER devenue S.A. LEVER FABERGE FRANCE (donné acte du changement de raison sociale du 25 janvier 2000) la réalisation d'une étude de sols phase B - investigations sur le terrain et une évaluation simplifiée des risques pour les terrains qu'elle a exploités à HAUBOURDIN, rive gauche de la Deûle et rive gauche du cours d'eau de la Tortue ;

VU le rapport en date du 18 février 2004 de Monsieur l'ingénieur en chef des mines, directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU la lettre en date du 11 mars 2004 de la S.A. LEVER FABERGE FRANCE ;

VU l'avis émis par le conseil départemental d'hygiène du Nord lors de sa séance du 16 mars 2004 ;

VU le rapport en date du 18 mars 2004 de Monsieur l'ingénieur en chef des mines, directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU la lettre en date du 21 avril 2004 de la S.A. LEVER FABERGE FRANCE ;

VU le rapport en date du 3 mai 2004 de Monsieur l'ingénieur en chef des mines, directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU les conclusions du rapport du bureau d'études ANTEA préconisant de mener des investigations approfondies afin de réévaluer l'ESR avant de s'engager dans une EDR;

CONSIDERANT que la société LEVER FABERGE FRANCE a été interrogée à deux reprises sur les mesures prises ou envisagées suite aux conclusions du rapport précité;

COMPTE TENU de l'absence de réaction de la société et de l'ancienneté du dossier qui remonte à mars 2002;

CONSIDERANT les risques de contamination de la nappe de la craie, principale ressource en eau potable de l'agglomération lilloise, qui ne sont pas à écarter;

CONSIDERANT dans ces conditions la nécessité de prescrire à la fois le diagnostic approfondi et l'étude détaillées des risques;

SUR la proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord,

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1 – OBJET**

La Société LEVER FABERGE FRANCE, ci-après dénommée dernier exploitant, dont le siège social est situé 28/2 rue Jacques Ibert – 75858 PARIS CEDEX 17, est tenue de respecter les dispositions du présent Arrêté.

Les prescriptions du présent Arrêté s'appliquent à son site d'Haubourdin, rive gauche de la Tortue, parcelles AM 281 et AP 283, ainsi qu'aux terrains extérieurs à l'emprise du site qui seraient affectés par la pollution en provenance du site.

### **ARTICLE 2 – DIAGNOSTIC APPROFONDI**

Une étude de diagnostic approfondi doit être réalisée par un tiers expert dont le choix est soumis à l'approbation de l'Inspection des Installations Classées.

Cette étude doit porter sur les points suivants :

- La description du site dans son état actuel (situation des bâtiments, état de ceux-ci, dépôts de déchets, etc..), avec plans et zonage éventuel ;
- La description des différents réseaux qui équipent ou équipaient le site, ainsi que leur état actuel ;
- La situation des différentes sources de pollution, avec leur extension spatiale ;

- La caractérisation de ces sources : état physique des polluants rencontrés, nature chimique de ceux-ci, avec si possible la spéciation s'il s'agit de métaux lourds, concentrations des polluants ;
- Les caractéristiques des polluants identifiés, tant du point de vue toxicologique, que cancérogène ;
- L'étude hydrogéologique et hydrologique du site : présence de nappes d'eaux souterraines, sens d'écoulement, liaison de celles-ci avec le réseau d'eaux de surface, présence de faille sur ou à proximité du site, protection des nappes d'eaux souterraines, usage de celles-ci (alimentation en eau potable, etc.) ;
- La description de l'environnement du site : présence d'autres activités, d'habitat à proximité immédiate ou non, de bâtiments collectifs (écoles ..), présence d'habitants autorisés ou non sur le site, fréquentation de celui-ci ;
- La description de la faune et de la flore sur le site et impact éventuel de la présence de polluants sur celles-ci ;
- L'usage actuel et futur du site ;
- La description des modes de transfert des polluants vers les cibles (qui deviennent à ce stade des études non plus seulement l'homme, mais l'environnement dans le sens large du terme : homme, faune, flore, patrimoine bâti), via les milieux (air, eau, sol) ;
- La description des effets de ces transferts des polluants vers les cibles à court, moyen et long terme, à l'aide, notamment de modèles hydrodispersifs en ce qui concerne le transfert par les eaux souterraines.

### **ARTICLE 3 - EVALUATION DETAILLEE DES RISQUES (EDR)**

Le dernier exploitant fera réaliser, en complément au diagnostic approfondi, une évaluation détaillée des risques qui sera examinée conformément au guide national de la gestion des sites (potentiellement pollués) du Ministère de l'Environnement.

L'Evaluation Détaillée des Risques doit être réalisée par un tiers expert dont le choix sera soumis à l'Inspection des Installations Classées.

Cette évaluation doit permettre :

- L'identification des sites présentant des risques inacceptables pour l'homme et son environnement ;
- La définition des objectifs de réhabilitation, sur la base des connaissances scientifiques du moment et des techniques disponibles à un coût supportable, compatibles avec un usage préétabli du site et de son environnement ;
- La détermination d'une stratégie de réhabilitation adaptée au site en indiquant quelles actions peuvent permettre de limiter le risque, le changement d'affectation pouvant être l'une de ces actions.

L'Evaluation Détaillée des Risques doit étudier différents scénarios d'utilisation du site.

Le rapport final de l'EDR doit comprendre :

- Les caractéristiques des polluants rencontrés sur le site, caractéristiques toxiques et cancérogènes, avec les références des sources bibliographiques ;

- La description des scénarios choisis et la justification des choix ;
- La description des voies d'exposition aux polluants, et la justification des choix ;
- La quantification des doses journalières absorbées selon les différentes voies d'exposition ;
- La description du modèle d'exposition utilisé ;
- Le résultat en termes de risque toxique et cancérigène, avec l'estimation des incertitudes liées à ces résultats ;
- L'avis de l'expert sur l'usage prévu du site en fonction des résultats de l'évaluation détaillée des risques.

#### **ARTICLE 4 – DELAIS**

Le respect des prescriptions ci-dessus devra respecter l'échéancier suivant :

- Cahier des charges de l'étude et proposition du tiers expert : 15 jours à compter de la notification du présent Arrêté ;
- Réalisation du diagnostic et de l'Evaluation Détaillée des Risques : 6 mois à compter de la notification du présent Arrêté.

#### **ARTICLE 5 – FRAIS**

Tous les frais occasionnés par les études et travaux menés en application du présent Arrêté sont à la charge du dernier exploitant.

#### **ARTICLE 6 – SANCTIONS**

Faute par le dernier exploitant de se conformer aux dispositions du présent Arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L 514-1 du Code de l'Environnement, Livre V, Titre 1er.

#### **ARTICLE 7 – DELAI ET VOIE DE RECOURS**

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de LILLE :

1. Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où le présent arrêté leur a été notifié ;
2. Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté. Ce délai est, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

## ARTICLE 8-

Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont ampliation sera adressée à :

- Monsieur le maire d'HAUBOURDIN,
- Monsieur l'ingénieur en chef des mines, directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé à la mairie d'HAUBOURDIN et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.
- le même extrait sera affiché en permanence de façon visible sur le site par les soins du dernier exploitant.

FAIT à LILLE, le **14 MAI 2004**

Le préfet,  
P/Le préfet  
Le secrétaire général adjoint

Christophe MARX

